

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2017

(Article L451-1-2 III du Code Monétaire et Financier et articles 222-4 et s. du Règlement Général de l'AMF)

Sommaire

Déclaration de la personne physique responsable du Rapport Financier Semestriel	p. 2
Rapport d'activité du 1 ^{er} semestre 2017	p. 3
Comptes consolidés condensés au 30 juin 2017	p. 9
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2017	p. 44

DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2017

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 7 septembre 2017

Yves ROCHE

Président - Directeur Général

RAPPORT D'ACTIVITE - PREMIER SEMESTRE 2017

▪ Résultats semestriels 2017 (comptes consolidés)

Lors de sa réunion du 7 septembre 2017, le Conseil d'administration de Recylex SA a examiné et arrêté les comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2017 du groupe Recylex (ci-après le « Groupe »).

Compte de résultat simplifié et éléments de bilan consolidés (données revues par les auditeurs) :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	Au 30 juin 2016	Variation (en M€)
Chiffre d'affaires	218,3	167,8	+50,5
EBITDA¹ IFRS	9,6	(0,1)	+9,7
EBITDA¹ retraité²	17,4	3,7	+13,7
Résultat opérationnel courant (IFRS)	6,3	(3,2)	+9,5
Résultat opérationnel courant retraité²	13,7	0,1	+13,6
Résultat net (IFRS)	6,7	(4,3)	+11

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	Au 31 décembre 2016	Variation (en M€)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6,5	6,2	+0,3
Trésorerie nette³	(8,5)	(7,0)	-1,5
Capitaux propres	(18,4)	(31,0)	+12,6
Endettement net	83,6	27,1	+56,5

▪ Activités et événements caractéristiques du semestre 2017

1. Evolution des cours des métaux⁴ en euros et de la parité €/€ au 30 juin 2017

En moyenne, le cours du plomb a augmenté de 32% au premier semestre 2017 par rapport au premier semestre 2016. La moyenne du cours du zinc sur la même période a augmenté de 54% par rapport au premier semestre 2016.

La moyenne des cours des métaux à fin juin s'établit donc comme suit :

<i>(en euros par tonne)</i>	Moyenne du premier semestre 2017	Moyenne du premier semestre 2016	Variation (%)
Cours du plomb	2 052	1 552	+32%
Cours du zinc	2 487	1 611	+54%

¹ Résultat Opérationnel Courant avant amortissements, provisions et pertes de valeur (indicateur non-IFRS).

² Pour évaluer la performance du segment Plomb, le Groupe utilise dans son reporting interne la méthode LIFO ou « Last In First Out » (non admise par les normes IFRS) pour évaluer les stocks de la fonderie de plomb de Nordenham. Pour évaluer la performance du segment Zinc, le Groupe communique également des données financières retraitées incluant la part de Recytech SA (détenue à 50%), en intégration proportionnelle, bien que cette méthode ne soit pas admise par les normes IFRS. Voir note 19 de l'annexe aux comptes consolidés 2016.

³ Trésorerie nette des concours bancaires courants.

⁴ Source : London Metal Exchange 2017.

Depuis le 2 janvier 2017, le cours du plomb a enregistré une période de hausse en début d'année, puis s'est replié avant de se stabiliser. La moyenne du premier trimestre 2017 a été de 2 138 euros contre 1 963 euros au second trimestre 2017.

Après avoir atteint un point haut mi-février 2017, le cours du zinc a enregistré une correction au second trimestre 2017. La moyenne du premier trimestre 2017 a été de 2 610 euros contre 2 358 euros au second trimestre 2017.

La moyenne de la parité €/€ est passée de 1,1157 au premier semestre 2016 à 1,0827 au premier semestre 2017, soit une baisse de 3%. Toutefois, entre le 2 janvier 2017 et le 30 juin 2017, la parité €/€ est passée de 1,0465 à 1,1412 (soit une progression de 9%).

2. Résultats consolidés et éléments de bilan au 30 juin 2017

• Eléments de compte de résultat

Le chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre 2017 a atteint 218,3 millions d'euros, soit une progression de 30% par rapport à la même période en 2016, portée principalement par la hausse des cours du plomb et du zinc. Le chiffre d'affaires consolidé retraité² (intégrant la quote part de Recytech SA détenue à 50%) au 30 juin 2017 s'est monté quant à lui à 230,0 millions d'euros, en hausse de 31% par rapport à la même période en 2016.

Au premier semestre 2017, l'EBITDA consolidé en normes IFRS est positif à 9,6 millions d'euros, une amélioration très significative par rapport au premier semestre 2016 qui était négatif à 0,1 million d'euros. Sur la même période, l'EBITDA consolidé retraité² s'est établi à 17,4 millions d'euros contre 3,7 millions d'euros au premier semestre 2016.

Malgré une base de comparaison défavorable en raison des grands arrêts de maintenance programmés des segments Plomb et Zinc réalisés au second trimestre 2017 (aucun arrêt en 2016), la performance opérationnelle du Groupe a affiché une forte amélioration, principalement en raison de la forte progression de la profitabilité des segments Plomb et Zinc au premier semestre 2017, portée par :

- la très forte hausse des cours du plomb et du zinc au premier semestre 2017 par rapport au premier semestre 2016,
- la poursuite de la politique d'approvisionnement sélectif dans le segment Plomb qui porte ses fruits,
- une performance industrielle solide avec la bonne tenue des volumes produits et vendus.

Dans ce contexte, le Groupe a constaté un bénéfice opérationnel courant de 6,3 millions d'euros, en très forte amélioration de 9,5 millions d'euros par rapport à la perte de 3,2 millions d'euros au premier semestre 2016. Le Résultat Opérationnel Courant retraité² a quant à lui atteint 13,7 millions d'euros, contre un résultat à l'équilibre au premier semestre 2016.

Les bonnes performances des segments Plomb et Zinc, dont les résultats sont en amélioration significative par rapport au premier semestre 2016, ont permis de compenser leurs grands arrêts de maintenance réalisés au premier semestre 2017, ainsi que les pertes enregistrées par le segment Métaux Spéciaux et par les « Autres activités » (Holding et Environnement), le segment Plastique étant à l'équilibre.

Le Groupe a enregistré par ailleurs un produit de 1,4 million d'euros en « Autres produits et charges non courants », dont 1,2 million d'euros liés à la cession du site de la filiale belge FMM SA.

En termes financiers, le Groupe a constaté une hausse du coût de l'endettement financier à 2,7 millions d'euros contre 1,8 million d'euros au premier semestre 2016, en raison des intérêts relatifs à l'augmentation de ses lignes de crédit et à l'utilisation des emprunts mis en place en Allemagne au mois de décembre 2016. Les « Autres produits et charges financiers » affichent une charge de 2,3 millions d'euros, contre un produit de 0,1 million d'euros au 30 juin 2016, en raison d'un reclassement comptable dû aux opérations de couverture du risque transactionnel lié à la variation des cours du plomb⁵, sans impact sur le résultat du Groupe en 2017.

Pour toutes ces raisons, au 30 juin 2017 Recylex a enregistré un bénéfice net consolidé part du Groupe de 6,7 millions d'euros, en nette amélioration de 11 millions d'euros, par rapport à une perte de 4,3 millions d'euros au premier semestre 2016.

• Eléments de Bilan

La position nette (après déduction des concours bancaires courants) de trésorerie du Groupe au 30 juin 2017 est passée à -8,5 millions d'euros contre -7,0 millions d'euros au 31 décembre 2016. Cette consommation de 1,5 million d'euros s'explique par une forte hausse temporaire du besoin en fonds de roulement courant du Groupe, notamment en raison de l'augmentation du stock de matières secondaires liée à l'arrêt de maintenance de la fonderie de Nordenham.

⁵ Voir la note 5.5 de l'annexe aux comptes consolidés condensés au 30 juin 2017.

Ainsi, le flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles s'est élevé à -4,8 millions d'euros au 30 juin 2017, contre +4,7 millions d'euros au premier semestre 2016.

Toutefois, la trésorerie brute du Groupe est restée quasiment stable, à 6,5 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 6,2 millions d'euros au 31 décembre 2016, grâce à l'utilisation de la totalité des lignes de crédit disponibles, soit 15 millions d'euros. Au 31 décembre 2016, les lignes de crédit s'élevaient à 15,0 millions d'euros dont 13,2 millions d'euros avaient été utilisés.

L'endettement financier net du Groupe a atteint à 83,6 millions d'euros au 30 juin 2017, contre 27,1 millions d'euros au 31 décembre 2016, compte tenu principalement :

- du tirage de 21,7 millions d'euros sur les emprunts mis en place en décembre 2016 pour financer les investissements des filiales allemandes, notamment les travaux du nouveau four de réduction du segment Plomb,
- des conversions de provisions existantes en dettes, dont 26,6 millions d'euros liés à l'amende de la Commission européenne et 7,8 millions d'euros liés aux 187 arrêts rendus le 31 janvier 2017 par la Cour d'Appel de Douai.

Dans ce contexte, le montant des provisions du Groupe a fortement chuté à 28,2 millions d'euros au 30 juin 2017, contre 64,2 millions d'euros au 31 décembre 2016.

L'actif immobilisé net a augmenté de 17,9 millions d'euros à 62,4 millions d'euros au 30 juin 2017, contre 44,5 millions d'euros au 31 décembre 2016. Cette hausse s'explique principalement par l'investissement dans le nouveau four de réduction en cours de construction.

Les capitaux propres consolidés ont atteint -18,4 millions d'euros au 30 juin 2017, en amélioration de 12,6 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2016, principalement en raison de l'impact positif du résultat net consolidé au 30 juin 2017 pour 6,7 millions d'euros et des levées de fonds issues de la ligne de financement en fonds propres (Equity Line) de Recylex SA à hauteur de 4,4 millions d'euros.

3. Résultats consolidés par segment au 30 juin 2017 (hors Holding et Environnement)

- *Segment Plomb (69% du chiffre d'affaires consolidé)*

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	Au 30 juin 2016
Chiffre d'affaires	151,4	119,1
Résultat opérationnel courant (IFRS)	3,8	(4,1)
Résultat opérationnel courant retraité²	4,8	(3,9)

Le chiffre d'affaires du segment Plomb s'est élevé à 151,4 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une progression de 27% par rapport au premier semestre 2016.

Malgré une base de comparaison défavorable, liée à l'arrêt de maintenance de la fonderie réalisé au premier semestre 2017 (aucun arrêt de maintenance en 2016), l'activité du segment a affiché une bonne performance en raison de la hausse du cours du plomb et d'une production de plomb robuste au cours du premier semestre 2017.

Les usines de traitement de batteries usagées en France et en Allemagne ont recyclé 68 800 tonnes de batteries usagées contre 53 000 tonnes pour la même période en 2016, soit une hausse de 30%. Cette hausse s'explique par une meilleure disponibilité de matières à recycler comparativement au premier semestre 2016.

Dans ce contexte, le Groupe a poursuivi sa politique sélective d'approvisionnements qui lui a permis d'améliorer ses marges.

La production de la fonderie de Weser-Metall GmbH a atteint 57 358 tonnes pour le premier semestre 2017, contre 52 011 tonnes pour la même période de 2016, soit une hausse de 10% malgré l'arrêt de maintenance de la fonderie au premier semestre 2017.

Le Résultat Opérationnel Courant du premier semestre 2017 en normes IFRS du segment a fortement progressé. Il a affiché un bénéfice de 3,8 millions d'euros contre une perte de 4,1 millions d'euros au premier semestre 2016. Le Résultat Opérationnel Courant retraité² pour la même période a atteint 4,8 millions d'euros contre une perte de 3,9 millions d'euros au premier semestre 2016.

La hausse du cours du plomb et l'augmentation des volumes de batteries usagées traitées ont permis d'améliorer les marges du segment sur la période.

Grâce aux financements bancaires obtenus en décembre 2016, le Groupe a entamé dès janvier 2017 les travaux de construction du nouveau four de réduction de la filiale Weser-Metall GmbH en Allemagne.

Pour rappel, cet investissement de l'ordre de 40 millions d'euros vise à restaurer de manière pérenne la rentabilité du segment Plomb par une meilleure valorisation du plomb contenu dans les matières entrantes.

Les travaux se poursuivent conformément au calendrier prévisionnel et le démarrage du four devrait intervenir au cours du premier semestre 2018.

- *Segment Zinc (24% du chiffre d'affaires consolidé)*

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	Au 30 juin 2016
Chiffre d'affaires	52,4	32,3
Résultat opérationnel courant (IFRS)	7,5	2,5
Résultat opérationnel courant retraité²	14,0	5,6

Le chiffre d'affaires du segment Zinc a atteint 52,4 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une très forte hausse de 62% par rapport au premier semestre 2016. Le chiffre d'affaires retraité² du segment (incluant la quote-part de Recytech SA détenue à 50%) s'est élevé à 64,1 millions d'euros, soit une progression identique. Cette augmentation s'explique principalement par la forte hausse du cours du zinc par rapport au premier semestre 2016, qui a permis de compenser l'arrêt de maintenance programmé de l'usine de Harz-Metall GmbH réalisé au premier semestre 2017 (pas d'arrêt de maintenance en 2016).

La production totale d'oxydes Waelz du Groupe, avec la filiale Harz-Metall GmbH et Recytech SA (détenue à 50%) a légèrement progressé à 35 273 tonnes au premier semestre 2017 contre 34 884 tonnes au premier semestre 2016.

La production d'oxydes de zinc de Norzinco GmbH a augmenté de 7%, à 12 564 tonnes au premier semestre 2017 contre 11 716 au premier semestre 2016.

Ainsi, le Résultat Opérationnel Courant du segment Zinc a enregistré un bénéfice de 7,5 millions d'euros au premier semestre 2017 contre un bénéfice de 2,5 millions d'euros au premier semestre 2016. Cette progression résulte principalement de la hausse du cours du zinc qui a permis de compenser l'impact de l'arrêt de maintenance de la filiale Harz-Metall GmbH.

Le Résultat Opérationnel Courant retraité² s'est quant à lui élevé à 14,0 millions d'euros au premier semestre 2017 contre 5,6 millions d'euros pour le premier semestre 2016.

- *Segment Métaux Spéciaux (3,5% du chiffre d'affaires consolidé)*

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	Au 30 juin 2016
Chiffre d'affaires	7,2	8,0
Résultat opérationnel courant (IFRS)	(1,1)	0,2

Le chiffre d'affaires du segment Métaux Spéciaux s'est élevé à 7,2 millions d'euros au premier semestre 2017, en repli de 10% par rapport au premier semestre 2016.

Ce recul s'explique principalement par la forte baisse des ventes de germanium et de gallium, malgré la bonne tenue des ventes d'arsenic.

Dans ce contexte toujours difficile, le Résultat Opérationnel Courant de ce segment a enregistré une perte de 1,1 million d'euros au premier semestre 2017 contre un léger bénéfice de 0,2 million d'euros au premier semestre 2016.

- *Segment Plastique (3,5% du chiffre d'affaires consolidé)*

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	Au 30 juin 2016
Chiffre d'affaires	7,3	8,4
Résultat opérationnel courant (IFRS)	0,0	0,2

Le chiffre d'affaires du segment Plastique a atteint 7,3 millions d'euros au premier semestre 2017, en recul de 13% par rapport au premier semestre 2016.

La production totale du segment s'est élevée à 7 128 tonnes de polypropylène recyclé au 30 juin 2017 contre 7 933 tonnes au premier semestre 2016, soit une baisse de 10%.

Compte tenu de la baisse de la demande, notamment dans l'industrie automobile, et de la concurrence des matières vierges en raison des cours bas du pétrole, le Résultat Opérationnel Courant du segment a atteint l'équilibre au premier semestre 2017, par rapport à un léger bénéfice de 0,2 million d'euros pour le premier semestre 2016.

4. Evolution des procédures judiciaires⁶

- *Procédures concernant Metaleurop Nord SAS*

Les procédures judiciaires opposant Recylex SA et d'anciens salariés de Metaleurop Nord SAS, d'une part, et les liquidateurs judiciaires de Metaleurop Nord SAS, d'autre part, sont toujours en cours. Le document récapitulatif des procédures judiciaires concernant Metaleurop Nord SAS et Recylex SA, mis à jour au 26 juillet 2017, est disponible sur le site internet du Groupe Recylex : www.recylex.fr – Rubrique Actualités – [Calendrier des procédures judiciaires](#).

Suite aux 187 arrêts rendus le 31 janvier 2017 par la Cour d'Appel de Douai concernant les demandes d'indemnisation pour licenciement sans cause réelle et sérieuse d'anciens salariés de la société Metaleurop Nord SAS, Recylex SA a décidé de former un pourvoi en cassation.

Par ailleurs, le 2 mars 2017, la Cour administrative d'Appel de Douai a donné gain de cause à Recylex SA en décidant notamment d'enjoindre au Ministre du travail d'abroger l'arrêté du 5 novembre 2013 inscrivant l'établissement de la société Metaleurop Nord, situé à Noyelles-Godault, sur la liste des établissements ouvrant droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (« ACAATA »).

- *Enquête de la Commission européenne dans le secteur du recyclage du plomb*

Le 8 février 2017, la Commission européenne a infligé une amende à plusieurs acteurs européens du secteur des achats de batteries automobiles au plomb usagées, dont un montant de 26,7 millions d'euros au groupe Recylex. Recylex et ses filiales concernées ont décidé de faire appel de la décision de la Commission européenne. Au cours du second trimestre 2017, après discussions avec la Commission européenne et les principaux partenaires financiers du Groupe, un accord global a été trouvé intégrant un plan d'étalement du paiement de l'amende (avec le report à moyen-long terme du paiement d'une partie importante de l'amende), le report d'échéance de dettes existantes et le maintien des financements existants en France et en Allemagne.

5. Perspectives pour le second semestre 2017

Après une période de hausse au premier trimestre 2017, les cours des métaux exprimés en euros ont enregistré une correction au second trimestre 2017. Si leurs niveaux demeurent actuellement satisfaisants portés notamment par de bons fondamentaux, l'évolution de la parité €/€ sera un élément clé du second semestre 2017. En effet, l'euro étant actuellement à son plus haut niveau face au dollar depuis janvier 2015, si cette situation persiste ou s'amplifie, elle pourrait pénaliser à terme les cours des métaux exprimés en euros.

- *Segment Plomb*

La performance de ce segment au second semestre 2017 dépendra principalement de l'évolution du cours du plomb au cours de la période et de la disponibilité de matières à traiter.

Compte tenu de la réalisation de l'arrêt de maintenance de la fonderie au premier semestre 2017, l'objectif du Groupe pour le second semestre 2017 est de maintenir un niveau élevé de production.

Les priorités stratégiques du Groupe dans le segment Plomb demeurent la poursuite de la politique sélective d'approvisionnements et les travaux du nouveau four de réduction de la fonderie de Weser-Metall GmbH.

- *Segment Zinc*

Dans les deux activités du segment Zinc, la performance du second semestre 2017 dépendra de l'évolution du cours du zinc au cours de la période. Fin août 2017, le cours du zinc exprimé en dollars a franchi le seuil des 3 000 \$, un plus haut historique depuis octobre 2007.

Dans l'activité de production d'oxydes Waelz, sous réserve d'une disponibilité des matières à traiter similaire à celle du premier semestre 2017, la performance industrielle de cette activité devrait s'améliorer au second semestre 2017, les arrêts de maintenance ayant été réalisés au premier semestre 2017.

Dans l'activité de production d'oxydes de zinc, Norzinc GmbH va poursuivre au second semestre 2017 ses actions pour développer et diversifier ses sources d'approvisionnement afin de répondre à l'augmentation de la demande de ses clients.

⁶ Voir la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés 2016.

- *Segment Métaux Spéciaux*

Compte tenu de ses performances actuelles et dans un contexte de marchés toujours difficile, PPM Pure Metals GmbH va renforcer ses actions commerciales, notamment sur le germanium, afin de restaurer ses marges.

- *Segment Plastique*

Compte tenu d'un contexte économique difficile, la priorité du segment Plastique sera de développer et diversifier son portefeuille commercial.

Comme chaque année, les arrêts annuels de maintenance programmés ont eu lieu dans les deux usines du Groupe en juillet et août 2017.

- **Principales transactions avec les parties liées**

Les principales transactions avec des parties liées sont présentées dans la Note 9 de l'annexe aux comptes consolidés condensés au 30 juin 2017, joints au présent rapport.

- **Variations des capitaux propres**

Les variations des capitaux propres sont présentées dans la Note 6.8 de l'annexe aux comptes consolidés condensés au 30 juin 2017, joints au présent rapport.

**COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS
AU 30 JUIN 2017**

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE	11
COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SEMESTRIEL	12
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL	13
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2017	14
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	15
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	16
NOTE 1 : INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE	16
NOTE 2 : MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES	22
2.1. Nouvelles normes	23
2.2. Estimations	23
NOTE 3 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	23
NOTE 4 : SEGMENTS OPÉRATIONNELS	24
NOTE 5 : INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT	30
Note 5.1. Charges externes	30
Note 5.2. Amortissements et pertes de valeur	30
Note 5.3. Autres produits et charges opérationnels	30
Note 5.4. Coût de l'endettement financier net	31
Note 5.5. Autres produits et charges financiers	31
Note 5.6. Charge d'impôt	31
Note 5.7. Résultat par action	33
NOTE 6 : INFORMATIONS SUR LA SITUATION FINANCIÈRE	34
Note 6.1. Immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill	34
Note 6.2. Tests de dépréciation	34
Note 6.3. Autres actifs financiers à long terme	35
Note 6.4. Stocks	35
Note 6.5. Clients et comptes rattachés	35
Note 6.6. Autres actifs courants	36
Note 6.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie	36
Note 6.8. Capitaux propres	36
Note 6.9. Emprunts portant intérêts	38
Note 6.10. Provisions	39
Note 6.11. Autres passifs courants et non-courants	39
Note 6.12. Autres instruments financiers	40

NOTE 7: OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN	41
NOTE 8 : LITIGES ET PASSIFS ÉVENTUELS	42
NOTE 9 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	43
NOTE 10 : ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE	43

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE
Au 30 juin 2017

(en milliers d'euros)

	Notes	30 juin 2017	31 décembre 2016
		€000	€000
Actifs			
Actifs non-courants			
Immobilisations corporelles.....	6.1	62 358	44 536
Immobilisations incorporelles.....	6.1	720	714
Actifs financiers.....		61	1 312
Instruments financiers dérivés.....	6.12	-	-
Autres actifs long-terme.....	6.3	2 445	2 494
Participations dans les entreprises associées.....		7 836	9 713
Actifs d'impôts différés.....	5.6	10 048	10 446
		83 468	69 215
Actifs courants			
Stocks.....	6.4	46 236	36 033
Clients et comptes rattachés.....	6.5	32 678	25 059
Actifs d'impôts exigibles.....		4	5
Autres actifs courants.....	6.6	8 841	8 181
Instruments financiers dérivés.....	6.12	-	3 250
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	6.7	6 451	6 172
		94 210	78 700
Actifs non courants détenus en vue de la vente.....		-	-
		94 210	78 700
TOTAL ACTIFS		177 678	147 915
Capitaux propres et passifs			
Capital émis.....	6.8	33 250	31 827
Primes d'émission.....		4 496	869
Réserves consolidées – part du Groupe.....		(64 293)	(55 039)
Résultat de l'exercice – part du Groupe.....		6 745	(10 079)
Réserves de conversion.....		1 427	1 427
Capital émis et réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère.....		(18 375)	(30 996)
Intérêts minoritaires.....		-	-
Total capitaux propres		(18 375)	(30 996)
Passifs non courants			
Emprunts portant intérêts.....	6.9	28 744	9 735
Provisions.....	6.10	21 428	47 270
Provisions pour avantages au personnel.....		33 956	34 994
Autres passifs non courants.....	6.11	33 953	8 699
Passifs d'impôts différés.....	5.6	-	-
		118 081	100 698
Passifs courants			
Emprunts portant intérêts.....	6.9	18 636	14 816
Provisions.....	6.10	6 852	16 927
Provisions pour avantages au personnel.....		2 027	2 275
Fournisseurs et comptes rattachés.....		31 203	35 181
Passifs d'impôts exigibles.....		130	60
Instruments financiers dérivés.....	6.12	-	-
Autres passifs courants.....	6.11	19 124	8 954
		77 972	78 213
Passifs non courants destinés à être cédés.....		-	-
Total passifs		196 053	178 911
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		177 678	147 915

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SEMESTRIEL
Au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
		<u>€000</u>	<u>€000</u>
Ventes de biens et services		218 301	167 827
Produits des activités ordinaires		218 301	167 827
Achats consommés		(163 198)	(124 990)
Charges de personnel.....		(22 311)	(22 032)
Charges externes	5.1	(23 067)	(18 762)
Impôts et taxes		(1 042)	(809)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	5.2	(3 371)	(3 102)
Variations des stocks de produits en cours et de produits finis		(183)	(2 507)
Autres produits et charges d'exploitation.....		1 134	1 153
Résultat opérationnel courant		6 264	(3 222)
Autres produits et charges opérationnels.....	5.3	1 397	(1 279)
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence.....		4 106	1 976
Résultat opérationnel		11 766	(2 525)
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie.....		11	10
Coût de l'endettement financier brut		(2 674)	(1 851)
Coût de l'endettement financier net	5.4	(2 663)	(1 841)
Autres produits et charges financiers	5.5	(2 317)	126
Charge d'impôt.....	5.6	(41)	(13)
Résultat net consolidé		6 745	(4 253)
Intérêts minoritaires			
Résultat net part du groupe.....		6 745	(4 253)
Résultats par action :		<i>En euro</i>	<i>En euro</i>
- de base.....	5.7	0,28	(0,18)
- dilué.....	5.7	0,27	(0,17)

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL
Au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat net	6 745	(4 253)
Ecart de conversion.....	4	5
Couverture de flux de trésorerie.....	-	-
Impôt différé sur couverture de flux de trésorerie	-	-
Ecart actuariel sur les retraites.....	-	-
Impôt différé relatif à l'application d'IAS 19 révisée	-	-
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(1)	11
Total des autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	3	16
Perte et gains actuariels ^(*)	1 180	(3 854)
Impôts différés sur pertes et gains actuariels	(357)	1 115
Quote-part des entreprises associées sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net, nette d'impôt.....		
Total des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	823	(2 739)
Résultat global	7 571	(6 976)
Dont :		
Part Groupe	7 571	(6 976)
Intérêts minoritaires	-	-

^(*) Ce montant correspond à la comptabilisation de l'impact du changement de taux actuariel (de 1,55% au 31 décembre 2016 à 1,75% au 30 juin 2017). Les provisions pour avantages au personnel inscrites au bilan ont par conséquent été ajustées de ce montant.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2017

<i>(en milliers d'euros, sauf données par action)</i>	Nombre d'actions	Montant du capital	Primes d'émissions	Réserves recyclables	Réserves consolidées	Total des capitaux propres part du groupe	Total des capitaux propres
Solde au 1^{er} janvier 2016	24 110 982	31 827	869	(11 251)	(41 553)	(20 108)	(20 108)
Résultat consolidé de l'exercice	-	-	-	-	(4 253)	(4 253)	(4 253)
Autres éléments du résultat global							
Variation de la réserve de couverture nette d'impôt	-	-	-	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	5	5	5
Écarts actuariels sur les retraites nets d'impôt	-	-	-	(2 739)	11	(2 728)	(2 728)
<i>Total des autres éléments du résultat global</i>	-	-	-	(2 739)	16	(2 723)	(2 723)
Résultat global de la période	-	-	-	(2 739)	(4 238)	(6 976)	(6 976)
Paiement en action	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation / Diminution de capital	-	-	-	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2016	24 110 982	31 827	869	(13 990)	(45 791)	(27 084)	(27 084)
Solde au 1^{er} janvier 2017	24 110 982	31 827	869	(12 066)	(51 625)	(30 996)	(30 996)
Résultat consolidé de l'exercice	-	-	-	-	6 745	6 745	6 745
Autres éléments du résultat global							
Variation de la réserve de couverture nette d'impôt	-	-	-	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	4	4	4
Écarts actuariels sur les retraites nets d'impôt	-	-	-	823	(1)	822	822
<i>Total des autres éléments du résultat global</i>	-	-	-	823	3	826	826
Résultat global de la période	-	-	-	823	6 748	7 571	7 571
Paiement en action	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation / Diminution de capital	1 078 000	1 423	3 627	-	-	5 050	5 050
Solde au 30 juin 2017	25 188 982	33 250	4 496	(11 243)	(44 877)	(18 375)	(18 375)

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ
Au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	30/06/2016
Résultat sur opérations courantes	6 265	(3 223)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	3 371	3 102
EBITDA	9 636	(121)
Variation du besoin en fonds de roulement courant	(19 938)	3 860
- Stocks	(10 253)	(902)
- Clients et comptes rattachés	(7 619)	(3 500)
- Fournisseurs et comptes rattachés	(3 979)	7 692
- Autres actifs et passifs courants	2 554	1 571
- Provision pour engagements sociaux	(642)	(1 002)
Charges opérationnelles courantes sans incidence sur la trésorerie	536	538
- Elimination des impacts des stocks options	-	-
- Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	-	(42)
- Engagement sociaux	536	580
Flux de trésorerie sur opérations courantes avant impôts	(9 766)	4 277
Impôts payés	71	(527)
Flux de trésorerie sur opérations courantes après impôts	(9 696)	3 751
Autres produits et charges opérationnelles non courantes	(120)	(1 187)
Autres produits et charges liés à la réhabilitation des sites	(541)	(745)
Variation du besoin en fonds de roulement non courant	48	123
Autres produits et charges financières	(478)	(248)
Gains et perte de changes	262	254
Affacturage	(628)	(476)
Autres produits et charges financiers	(112)	(26)
Variation du passif gelé		
Dividendes reçus	6 000	3 000
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(4 787)	4 693
Variation de périmètre	-	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(21 242)	(2 424)
Variation des actifs financiers	408	350
Cessions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	1 250	80
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(19 583)	(1 994)
Emission d'emprunts	21 799	-
Remboursement d'emprunts	(774)	(834)
Autres flux liés aux opérations de financements	-	-
Charges d'intérêts	(2 657)	(1 845)
Autres mouvements sur capital	4 486	-
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	22 854	(2 679)
Incidence des changements de principes comptables	-	-
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 517)	20
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture	(7 032)	(4 993)
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture (*)	(8 549)	(4 973)
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 517)	20

(*) Voir Note 6.7

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS
Pour la période de six mois prenant fin le 30 juin 2017

NOTE 1 : INFORMATIONS SUR LA SOCIETE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

A. Informations sur la société

Implanté en France et en Allemagne, le groupe Recylex est un spécialiste européen du recyclage du plomb et du plastique (principalement à partir des batteries automobiles et industrielles usagées), du recyclage du zinc (à partir des poussières issues des aciéries électriques ou du vieux zinc) et de la production de métaux spéciaux de très haute pureté.

Le Groupe emploie plus de 670 collaborateurs (en incluant Recytech SA, détenue à 50%) et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 382 millions d'euros en 2016.

Recylex SA est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (RX – ISIN FR0000120388) et immatriculée en France.

En date du 7 septembre 2017, le Conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des comptes semestriels consolidés condensés de Recylex SA portant sur la période de six mois prenant fin le 30 juin 2017.

B. Evénements majeurs du premier semestre 2017

• **Evolution des cours de métaux exprimés en euros et de la parité €/€**

La moyenne des cours du plomb au premier semestre 2017 a atteint 2 052 euros par tonne, soit une hausse de 32% par rapport à la moyenne du premier semestre 2016 et une hausse de 21 % par rapport à la moyenne annuelle 2016.

La moyenne des cours du zinc au premier semestre 2017 s'est élevée à 2 487 euros par tonne, soit une hausse de 54% par rapport à la moyenne du premier semestre 2016 et une hausse de 31% par rapport à la moyenne annuelle 2016.

La moyenne des cours du plomb et du zinc sur le premier semestre s'est établie comme suit :

Moyenne (euros / tonne)	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016	Exercice 2016
Cours du plomb	2 052	1 552	1 694
Cours du zinc	2 487	1 611	1 896

La moyenne de la parité €/€ est passée de 1,1157 au premier semestre 2016 à 1,0827 au premier semestre 2017, soit une baisse de 3%.

Toutefois, entre le 2 janvier 2017 et le 30 juin 2017, la parité €/€ est passée de 1,0465 à 1,1412 (soit une progression de 9%).

• **Accord d'étalement du paiement de l'amende résultant de la décision de la Commission européenne**

Le 8 février 2017, la Commission européenne a infligé une amende à plusieurs acteurs européens du secteur des achats de batteries automobiles au plomb usagées, dont un montant de 26,7 millions d'euros au groupe Recylex. Au cours du second trimestre 2017, après discussions avec la Commission européenne et les principaux partenaires financiers du Groupe, un accord global a été trouvé intégrant un plan d'étalement du paiement de l'amende (voir note 1.E).

- **Autres évènements importants du premier semestre 2017**

Les autres évènements importants du semestre sont:

- les décisions de la cour d'appel de Douai du 31 janvier 2017 condamnant Recylex SA à verser 7.8 millions d'euros à 187 ex-salariés de Metaleurop Nord (voir note 1.E.),
- la décision favorable de la cour administrative d'appel de Douai du 2 mars 2017 visant à faire abroger l'inscription de Metaleurop Nord sur la liste des établissements ouvrant droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (« ACAATA ») (voir note 1.E),
- les tirages pour 21,7 millions d'euros sur les emprunts allemands mis en place en décembre 2016, notamment pour financer les travaux du nouveau four de réduction du segment Plomb (voir note 1.F),
- les exercices de bons de souscription d'actions effectués au premier semestre 2017 dans le cadre de la ligne de financement en fonds propres par Kepler Chevreux pour 4,4 millions d'euros (voir note 1.F),
- la cession du site industriel belge de FMM SA pour 1.2 million d'euros (voir note 1.C)

C. Résultats consolidés au 30 juin 2017

Le chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre 2017 a atteint 218,3 millions d'euros, soit une progression de 30% par rapport à la même période en 2016, portée principalement par la hausse des cours du plomb et du zinc. Le chiffre d'affaires consolidé retraité (intégrant la quote part de Recytech SA détenue à 50%) au 30 juin 2017 s'est monté quant à lui à 230,0 millions d'euros, en hausse de 31% par rapport à la même période en 2016.

Au premier semestre 2017, l'EBITDA consolidé en normes IFRS est positif à 9,6 millions d'euros, en amélioration très significative par rapport au premier semestre 2016 qui était négatif à 0,1 million d'euros. Sur la même période, l'EBITDA consolidé retraité s'est établi à 17,4 millions d'euros contre 3,7 millions d'euros au premier semestre 2016. Malgré une base de comparaison défavorable en raison des grands arrêts de maintenance programmés des segments Plomb et Zinc réalisés au second trimestre 2017 (aucun arrêt en 2016), la performance opérationnelle du Groupe a affiché une forte amélioration, principalement en raison de la forte progression de la rentabilité des segments Plomb et Zinc au premier semestre 2017, portée par :

- la très forte hausse des cours du plomb et du zinc au premier semestre 2017 par rapport au premier semestre 2016,
- la poursuite de la politique d'approvisionnement sélectif dans le segment Plomb qui porte ses fruits,
- une performance industrielle solide avec la bonne tenue des volumes produits et vendus.

Dans ce contexte, le Groupe a constaté un résultat opérationnel courant de 6,3 millions d'euros, en très forte amélioration de 9,5 millions d'euros par rapport à la perte de 3,2 millions d'euros constatée au premier semestre 2016. Le résultat opérationnel courant retraité a quant à lui atteint 13,7 millions d'euros, contre un résultat à l'équilibre au premier semestre 2016.

Les bonnes performances des segments Plomb et Zinc, dont les résultats sont en amélioration significative par rapport au premier semestre 2016, ont permis de compenser les grands arrêts de maintenance réalisés au premier semestre 2017, ainsi que les pertes enregistrées par le segment Métaux Spéciaux et par les « Autres activités » (Holding et Environnement), le segment Plastique étant à l'équilibre.

Le Groupe a enregistré par ailleurs un produit de 1,4 million d'euros en « Autres produits et charges non courants », dont 1,2 million d'euros liés à la cession du site de la filiale belge FMM SA.

En termes financiers, le Groupe a constaté une hausse du coût de l'endettement financier à 2,7 millions d'euros contre 1,8 million d'euros au premier semestre 2016, en raison des intérêts relatifs à l'augmentation de ses lignes de crédit et à l'utilisation des emprunts mis en place en Allemagne au mois de décembre 2016. Les « Autres produits et charges financiers » affichent une charge de 2,3 millions d'euros, contre un produit de 0,1 million d'euros au 30 juin 2016, en raison d'un reclassement comptable dû aux opérations de couverture du risque transactionnel lié à la variation des cours du plomb, sans impact sur le résultat du Groupe en 2017.

Pour toutes ces raisons, au 30 juin 2017 Recylex a enregistré un bénéfice net consolidé part du Groupe de 6,7 millions d'euros, en nette amélioration de près de 11 millions d'euros, par rapport à une perte de 4,3 millions d'euros au premier semestre 2016.

D. Résultats consolidés par segment au 30 juin 2017 (hors holdings et environnement)

- **Segment Plomb (69% du chiffre d'affaires consolidé)**

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	Au 30 juin 2016
Chiffre d'affaires	151,4	119,1
Résultat opérationnel courant (IFRS)	3,8	(4,1)
Résultat opérationnel courant retraité	4,8	(3,9)

Le chiffre d'affaires du segment Plomb s'est élevé à 151,4 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une progression de 27% par rapport au premier semestre 2016. Malgré une base de comparaison défavorable, liée à l'arrêt de maintenance de la fonderie réalisé au premier semestre 2017 (aucun arrêt de maintenance en 2016), l'activité du segment a affiché une bonne performance en raison de la hausse du cours du plomb et d'une production de plomb robuste au cours du premier semestre 2017.

Les usines de traitement de batteries usagées en France et en Allemagne ont recyclé 68 800 tonnes de batteries usagées contre 53 000 tonnes pour la même période en 2016, soit une hausse de 30%. Cette hausse s'explique par une meilleure disponibilité de matières à recycler comparativement au premier semestre 2016. Dans ce contexte, le Groupe a poursuivi sa politique sélective d'approvisionnements qui lui a permis d'améliorer ses marges. La production de la fonderie de Weser-Metall GmbH a atteint 57 358 tonnes pour le premier semestre 2017, contre 52 011 tonnes pour la même période de 2016, soit une hausse de 10% malgré l'arrêt de maintenance de la fonderie au premier semestre 2017.

Le Résultat Opérationnel Courant du premier semestre 2017 en normes IFRS du segment a fortement progressé. Il a affiché un bénéfice de 3,8 millions d'euros contre une perte de 4,1 millions d'euros au premier semestre 2016. Le Résultat Opérationnel Courant retraité pour la même période a atteint 4,8 millions d'euros contre une perte de 3,9 millions d'euros au premier semestre 2016. La hausse du cours du plomb et l'augmentation des volumes de batteries usagées traitées ont permis d'améliorer les marges du segment sur la période.

Grâce aux financements bancaires obtenus en décembre 2016, le Groupe a entamé dès janvier 2017 les travaux de construction du nouveau four de réduction de la filiale Weser-Metall GmbH en Allemagne.

Pour rappel, cet investissement de l'ordre de 40 millions d'euros vise à restaurer de manière pérenne la rentabilité du segment Plomb par une meilleure valorisation du plomb contenu dans les matières entrantes.

Les travaux se poursuivent conformément au calendrier prévisionnel et le démarrage du four devrait intervenir au cours du premier semestre 2018.

- **Segment Zinc (24% du chiffre d'affaires consolidé)**

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	Au 30 juin 2016
Chiffre d'affaires	52,4	32,3
Résultat opérationnel courant (IFRS)	7,5	2,5
Résultat opérationnel courant retraité	14,0	5,6

Le chiffre d'affaires du segment Zinc a atteint 52,4 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une très forte hausse de 62% par rapport au premier semestre 2016. Le chiffre d'affaires retraité du segment (incluant la quote-part de Recytech SA détenue à 50%) s'est élevé à 64,1 millions d'euros, soit une progression identique.

Cette augmentation s'explique principalement par la forte hausse du cours du zinc par rapport au premier semestre 2016, qui a permis de compenser l'arrêt de maintenance programmé de l'usine de Harz-Metall GmbH réalisé au premier semestre 2017 (pas d'arrêt de maintenance en 2016).

La production totale d'oxydes Waelz du Groupe, avec la filiale Harz-Metall GmbH et Recytech SA (détenue à 50%) a légèrement progressé à 35 273 tonnes au premier semestre 2017 contre 34 884 tonnes au premier semestre 2016. La production d'oxydes de zinc de Norzinco GmbH a augmenté de 7%, à 12 564 tonnes au premier semestre 2017 contre 11 716 au premier semestre 2016.

Ainsi, le Résultat Opérationnel Courant du segment Zinc a enregistré un bénéfice de 7,5 millions d'euros au premier semestre 2017 contre un bénéfice de 2,5 millions d'euros au premier semestre 2016. Cette progression résulte principalement de la hausse du cours du zinc qui a permis de compenser l'impact de l'arrêt de maintenance de la filiale Harz-Metall GmbH. Le Résultat Opérationnel Courant retraité s'est quant à lui élevé à 14,0 millions d'euros au premier semestre 2017 contre 5,6 millions d'euros pour le premier semestre 2016.

- **Segment Métaux Spéciaux (3,5% du chiffre d'affaires consolidé)**

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	Au 30 juin 2016
Chiffre d'affaires	7,2	8,0
Résultat opérationnel courant (IFRS)	(1,1)	0,2

Le chiffre d'affaires du segment Métaux Spéciaux s'est élevé à 7,2 millions d'euros au premier semestre 2017, en repli de 10% par rapport au premier semestre 2016.

Ce recul s'explique principalement par la forte baisse des ventes de germanium et de gallium, malgré la bonne tenue des ventes d'arsenic.

Dans ce contexte toujours difficile, le Résultat Opérationnel Courant de ce segment a enregistré une perte de 1,1 million d'euros au premier semestre 2017 contre un léger bénéfice de 0,2 million d'euros au premier semestre 2016.

- **Segment Plastique (3,5% du chiffre d'affaires consolidé)**

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	Au 30 juin 2016
Chiffre d'affaires	7,3	8,4
Résultat opérationnel courant (IFRS)	0,0	0,2

Le chiffre d'affaires du segment Plastique a atteint 7,3 millions d'euros au premier semestre 2017, en recul de 13% par rapport au premier semestre 2016.

La production totale du segment s'est élevée à 7 128 tonnes de polypropylène recyclé au 30 juin 2017 contre 7 933 tonnes au premier semestre 2016, soit une baisse de 10%. Compte tenu de la baisse de la demande, notamment dans l'industrie automobile, et de la concurrence des matières vierges en raison des cours bas du pétrole, le Résultat Opérationnel Courant du segment a atteint l'équilibre au premier semestre 2017, par rapport à un léger bénéfice de 0,2 million d'euros pour le premier semestre 2016.

E. Procédures judiciaires

- **Procédures judiciaires en cours concernant Metaleurop Nord SAS**

Les procédures judiciaires opposant Recylex SA et les anciens salariés de Metaleurop Nord SAS, d'une part, et les liquidateurs judiciaires de Metaleurop Nord SAS, d'autre part, sont toujours en cours. Le document récapitulatif de ces procédures judiciaires, mis à jour au 26 juillet 2017, est disponible sur le site internet du groupe Recylex : www.recylex.fr – Rubrique Actualités – Calendrier des procédures judiciaires.

Le 31 janvier 2017, infirmant les 187 décisions rendues par le Conseil de Prud'hommes de Lens en 2013, la Cour d'appel de Douai a refusé de considérer Recylex SA comme co-employeur des demandeurs, mais a néanmoins considéré que Recylex SA avait commis des fautes ayant causé un préjudice aux anciens salariés de Metaleurop Nord SAS, condamnant dès lors Recylex SA à verser à chacun des 187 anciens salariés de Metaleurop Nord SAS, un montant compris entre 15 000 euros et 53 000 euros à titre d'indemnités pour perte de chance de conserver un emploi, ainsi que 400 euros à titre de frais, représentant un montant total de 7,8 millions d'euros. Recylex SA a décidé de former un pourvoi en cassation à l'encontre de ces décisions.

Par ailleurs, le 2 mars 2017, la Cour administrative d'Appel de Douai a donné gain de cause à Recylex SA en décidant notamment d'enjoindre au Ministre du travail d'abroger l'arrêté du 5 novembre 2013 inscrivant l'établissement de la société Metaleurop Nord, situé à Noyelles-Godault, sur la liste des établissements ouvrant droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (« ACAATA »).

- **Enquête de la Commission européenne dans le secteur du recyclage du plomb**

Le 8 février 2017, la Commission européenne a infligé une amende à plusieurs acteurs européens du secteur des achats de batteries automobiles au plomb usagées, dont un montant de 26,7 millions d'euros au groupe Recylex. Après discussions avec la Commission européenne et les principaux partenaires financiers du Groupe au cours du second trimestre 2017, un accord global a été trouvé intégrant un plan d'étalement du paiement de l'amende, avec le report à moyen-long terme du paiement d'une partie importante de l'amende, le report d'échéance de

dettes existantes et le maintien des financements existants en France et en Allemagne. Dans ce cadre, les échéances de remboursement du prêt de 16 millions d'euros (dont 8,5 millions d'euros ont été utilisés au 30/06/2017) et d'une créance rééchelonnée de 5.1 millions d'euros vis à vis de la société Glencore International AG ont été reportés respectivement à 2024 et 2026.

La provision de 26,7 millions d'euros constatée au 31 décembre 2016 dans les comptes de Recylex SA a été reprise et le montant a été reclassé en dettes au 30 juin 2017.

Par ailleurs, Recylex et ses filiales concernées ont fait appel de la décision de la Commission européenne.

F. Situation de trésorerie

• Situation de trésorerie du Groupe

La position nette de trésorerie du Groupe, après déduction des lignes de crédit, a atteint -8,5 millions d'euros au 30 juin 2017 par rapport à -7,0 millions d'euros au 30 juin 2016. Cette consommation de 1,5 million d'euros s'explique par une forte hausse temporaire du besoin en fonds de roulement courant du Groupe, notamment en raison de l'augmentation du stock de matières secondaires liée à l'arrêt de maintenance de la fonderie de Nordenham. Ainsi, le flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles s'est élevé à -4,8 millions d'euros au 30 juin 2017, contre +4,7 millions d'euros au premier semestre 2016.

Toutefois, la trésorerie brute du Groupe est restée quasiment stable, à 6,5 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 6,2 millions d'euros au 31 décembre 2016, grâce à l'utilisation de la totalité des lignes de crédit disponibles, soit 15 millions d'euros. Au 31 décembre 2016, les lignes de crédit s'élevaient à 15,0 millions d'euros dont 13,2 millions d'euros avaient été utilisés.

L'endettement financier net du Groupe a atteint 83,6 millions d'euros au 30 juin 2017, contre 27,1 millions d'euros au 31 décembre 2016, compte tenu principalement :

- du tirage de 21,7 millions d'euros sur les emprunts mis en place en décembre 2016 pour financer les investissements des filiales allemandes, notamment les travaux du nouveau four de réduction du segment Plomb,
- des conversions de provisions existantes en dettes, dont 26,6 millions d'euros liés à l'amende de la Commission européenne et 7,8 millions d'euros liés aux 187 arrêts rendus le 31 janvier 2017 par la Cour d'Appel de Douai. Dans ce contexte, le montant des provisions du Groupe a fortement chuté à 28,2 millions d'euros au 30 juin 2017, contre 64,2 millions d'euros au 31 décembre 2016.

• Situation de trésorerie de la société mère Recylex SA

Au 30 juin 2017, le niveau de trésorerie disponible de la société mère Recylex SA s'élevait à 3,1 millions d'euros, contre 0,3 million d'euros au 31 décembre 2016. La société a établi une prévision de trésorerie pour l'année 2017 en fonction des informations dont elle dispose à ce jour notamment des décaissements éventuels liés à ses engagements dans le cadre de la réhabilitation de ses anciens sites miniers et de son site de l'Estaque, de l'issue des procédures judiciaires pour licenciement sans cause réelle et sérieuse initiées en 2010 et 2013 par 187 anciens salariés de Metaleurop Nord SAS, qui ont fait l'objet d'une décision le 31 janvier 2017 en appel condamnant Recylex SA à payer 7,8 millions d'euros.

Par ailleurs, suite à la décision du 8 février 2017 de la Commission européenne, ayant infligé au Groupe une amende de 26,7 millions d'euros, ce montant a été intégralement provisionné dans les comptes de Recylex SA au 31 décembre 2016. Au cours du second trimestre 2017, un accord a été conclu avec la Commission européenne en vue d'étaler le paiement de cette amende et a été intégré dans la prévision de trésorerie. Les modalités de ce plan sont confidentielles mais sont compatibles avec les prévisions de flux de trésorerie disponible établies par Recylex SA, permettant au Groupe de faire face à ses engagements identifiés et provisionnés en France et en Allemagne jusqu'à la fin de ce plan (hors montants allant au-delà des risques identifiés et provisionnés décrits à la Note 6.10 et à la Note 32 des comptes consolidés au 31 décembre 2016).

Pour rappel, Recylex SA a conclu en 2014 un accord de prêt pour un montant maximal de 16 millions d'euros auprès de la société Glencore International AG. Au 30 juin 2017, la Société a utilisé 8,5 millions d'euros de ce prêt. Dans le cadre du plan d'étalement du paiement de l'amende de la Commission européenne précitée, l'échéance de remboursement de ce prêt a été reportée à 2024.

Par ailleurs, Recylex SA poursuit sa recherche de financements dédiés à la finalisation des travaux de réhabilitation de son site de l'Estaque. L'échéance des travaux de réhabilitation pour ce site est fixée par arrêté préfectoral au 31 décembre 2018 (voir note 38 des comptes consolidés au 31 décembre 2016). Pour mémoire, le solde du prêt de 16 millions d'euros ne couvre pas ces travaux.

Recylex SA a, d'autre part, mis en place une nouvelle ligne de financement en fonds propres avec Kepler Cheuvreux. Suite aux tirages effectués au premier semestre 2017 dans ce cadre, 975 000 nouvelles actions ont été émises et ont généré un flux net de trésorerie de 4,4 millions d'euros.

- **Dette rééchelonnée de Recylex SA**

Le 15 décembre 2015, le Tribunal de Commerce de Paris a entériné la bonne exécution du plan de continuation de la Société. Recylex SA a ainsi finalisé son plan de continuation sur 10 ans adopté en novembre 2005. L'entreprise aura consacré un total de 58 millions d'euros dans le cadre de ce plan. Pour rappel, certains créanciers du plan de continuation, dont Glencore International AG, ont accepté en 2013 de reporter à 2019, soit au-delà de l'échéance du plan de continuation, le remboursement du solde de leurs créances admises dans ce plan. Au 31 décembre 2016, la dette financière de Recylex SA au titre des créances reportées, après élimination des créances intragroupe et avant actualisation, s'élève à 5,1 millions d'euros. Dans le cadre du plan d'étalement du paiement de l'amende de la Commission européenne précitée, le remboursement de cette dette a été reporté à 2026.

G. Description des principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes susceptibles d'impacter la situation financière du Groupe sont liés à :

- **Risques sur les prévisions de trésorerie de la société mère Recylex SA**

Recylex SA a établi une prévision de trésorerie pour l'année 2017 en fonction des informations dont elle dispose à ce jour et notamment :

- de l'évolution du cours du plomb et du taux de change €/USD, l'activité de Recylex SA étant très sensible à la variation de ces paramètres,
- de l'évolution des prix d'achat des batteries usagées, la marge commerciale et le Cash Flow générés par l'activité de Recylex SA dépendant très fortement de cette évolution,
- des produits financiers, notamment des dividendes perçus de ses filiales et joint-venture,
- des engagements de réhabilitation du site de l'Estaque et d'anciens sites miniers,
- de l'évolution des procédures judiciaires en cours à l'encontre de Recylex SA (voir notes 1 et 32 des comptes consolidés au 31 décembre 2016),

En cas d'évolution défavorable de l'un des paramètres retenus pour l'élaboration de ces prévisions de trésorerie, celles-ci pourraient s'en trouver impactées à la baisse.

- **Non respect des covenants du contrat de prêt conclu entre Recylex SA et Glencore International AG**

Il est à noter qu'un événement, tel que par exemple une évolution défavorable des procédures en cours à l'encontre de Recylex SA (voir paragraphe ci-dessous « Procédures judiciaires en cours concernant Recylex SA »), aggravant ou susceptible d'aggraver de manière significative la situation financière de la Société, pourrait entraîner une résiliation anticipée par le prêteur du contrat de prêt de 16 millions d'euros précité conformément aux clauses dudit contrat de prêt.

Les montants empruntés par la Société dans le cadre de ce prêt deviendraient dans ce cas immédiatement exigibles, ce qui pourrait avoir des conséquences financières négatives pour la Société (voir note 32 « Risque de liquidité » des comptes consolidés au 31 décembre 2016).

- **Procédures judiciaires en cours initiées à l'encontre de Recylex SA**

La situation de trésorerie à court terme et la situation financière moyen-long terme de la Société dépend très fortement de l'issue des procédures judiciaires en cours dont elle ne maîtrise pas le calendrier judiciaire. Ces procédures sont détaillées en Note 1 des comptes consolidés au 31 décembre 2016.

Les principales procédures en cours sont :

- une demande d'indemnisation formulée par les liquidateurs judiciaires de Metaleurop Nord SAS à hauteur de 22 millions d'euros, non provisionnés dans les comptes de Recylex SA (voir note 1 des comptes consolidés au 31 décembre 2016).
 - des demandes d'indemnisations formulées à l'encontre de Recylex SA devant le Conseil de Prud'hommes de Lens et devant la Cour d'appel de Douai par d'anciens salariés de Metaleurop Nord SAS pour préjudice d'anxiété et/ou manquement à une obligation de sécurité et/ou contestation de leur licenciement. Le montant total réclamé dans le cadre de ces procédures s'élève à ce jour à environ 31,3 millions d'euros, dont 4,7 millions d'euros ont été provisionnés dans les comptes de Recylex SA (voir notes 1 et 14 des comptes consolidés au 31 décembre 2016).
- **Evolution des conditions de marché sur la période de prévision notamment concernant les cours du plomb et du zinc, la parité €/€ ainsi que le prix d'achat des batteries usagées**

L'évolution négative de l'un de ces paramètres, telle qu'une appréciation continue de l'euro par rapport au dollar, pourrait empêcher une évolution prévisionnelle positive de l'EBITDA et du cash flow des activités.

Le périmètre allemand du Groupe pourrait, en particulier, être impacté négativement par une telle évolution. Or, une évolution négative de la situation financière du périmètre allemand impacterait directement la situation financière de Recylex SA, cette dernière étant directement liée opérationnellement à Weser-Metall GmbH, exploitant la fonderie de plomb du Groupe, qui constitue son unique client.

Pour consulter les impacts des opérations du périmètre allemand sur la situation financière de la société mère Recylex SA, tête du Groupe voir la *Note 32 « Risque de liquidité »* aux comptes consolidés au 31 décembre 2016.

- **Risques du périmètre allemand**

En cas de défauts liés aux engagements pris par les filiales allemandes dans le cadre des financements mis en place en décembre 2016 à hauteur de 67 millions d'euros (voir Note 6.9), les garanties données décrites dans la note 7 pourraient être exercées par les prêteurs.

En cas de retard ou de défaut d'exécution dans la construction du nouveau four de réduction de Nordenham ou de non atteinte des objectifs industriels et financiers prévisionnels liés à ce projet, la situation financière prévisionnelle du Groupe serait impactée négativement.

NOTE 2 : MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil européen adopté le 3 novembre 2008, le Groupe Recylex a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne à la date de préparation des états financiers.

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2017 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe Recylex au 31 décembre 2016.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34, il n'est procédé dans les comptes consolidés semestriels à l'anticipation ou au différé de coûts encourus par le Groupe que pour autant qu'une telle régularisation serait faite s'il s'agissait d'une clôture annuelle. En conséquence, le niveau des coûts et des produits rattachés à la période de l'année au cours de laquelle ils sont nés, peut différer d'un semestre à l'autre. Un phénomène de saisonnalité existe notamment lors des mois d'été lié à l'interruption pour maintenance durant quelques semaines dans les usines.

En l'absence de changement significatif dans les plans et dans les effectifs bénéficiaires, les engagements envers les salariés au titre des avantages postérieurs à l'emploi, ne sont pas recalculés pour la situation intermédiaire mais comptabilisés sur la base d'un prorata des projections faites en début de période. Seule la réévaluation de la dette actuarielle a été effectuée afin de tenir compte de l'augmentation des taux d'actualisation au 30 juin 2017.

A l'exception des points décrits ci-dessous, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

2.1. Nouvelles normes

Les normes, amendements de normes et interprétations, adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2018, n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Ils concernent :

- IFRS 9 – Instruments financiers
- IFRS15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

La norme suivante, sous réserve d'adoption par l'Union Européenne, sera d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019 :

- IFRS 16 – Contrats de location

Les textes suivants, publiés par l'ISAB mais non adoptés par l'Union Européenne, applicables à compter du 1^{er} janvier 2017, n'ont pas d'impact significatif sur l'information financière présentée :

- Amendements à IAS 7 - Initiative concernant les informations à fournir
- Amendements à IFRS 12 - Améliorations annuelles des normes 2014-2016
- Amendements à IAS 12 - Comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre de pertes latentes
- Amendements à IFRS 10 et à IAS 28 - Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise
- IFRS 17 - Contrats d'assurance

2.2. Estimations

La préparation des états financiers consolidés semestriels condensés nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés semestriels condensés, à l'exception des points décrits ci-dessous, les jugements significatifs exercés par la direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et ont été réalisés dans un contexte de forte volatilité des cours du plomb, du zinc et de la parité €/\$. Les conditions de marché incertaines sur ces valeurs créent des conditions spécifiques pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. Ces conditions, qui prévalaient déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2016 sont décrites dans la Note 1.

Au cours des six mois écoulés au 30 juin 2017, la direction a notamment réexaminé ses estimations concernant les provisions pour charges et engagements de retraite (taux d'actualisation) (voir état du résultat global).

NOTE 3 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au cours du second semestre 2017, Recylex SA et sa filiale Recylex Commercial ont fusionné avec effet rétroactif au 1er janvier 2017. Il n'y a pas d'autre évolution du périmètre de consolidation au 30 juin 2017 par rapport au 31 décembre 2016.

NOTE 4 : SEGMENTS OPÉRATIONNELS

Informations par secteur d'activité

La Direction du Groupe a défini les secteurs d'activité sur la base des reportings qu'elle examine régulièrement en vue de prendre des décisions en matière d'allocation de ressource aux secteurs et d'évaluation de leur performance.

Le Groupe est géré en cinq segments principaux :

- Le segment « **Plomb** » qui regroupe les activités de cassage de batteries en France (Recylex) et en Allemagne (Harz-Metall GmbH) ainsi que les activités de fonderie de première fusion (usine de Weser-Metall GmbH en Allemagne),
- Le segment « **Zinc** » qui regroupe les activités de recyclage des poussières d'aciéries (production d'oxydes Waelz par les usines de Harz-Metall GmbH en Allemagne et de Recytech SA en France) et l'activité de recyclage des déchets zincifères (production d'oxydes de zinc par la société Norzinco GmbH en Allemagne),
- Le segment « **Métaux Spéciaux** » qui regroupe les activités de fabrication sur mesure de métaux de très haute pureté de la société PPM Pure Metals GmbH,
- Le segment « **Plastique** » qui regroupe les activités des entités C2P SAS en France et C2P GmbH en Allemagne (recyclage des matières plastiques),
- Le secteur « **Autres activités** » qui inclut l'activité de Recylex SA, tête de Groupe, les activités des autres entités commerciales et administratives du Groupe ainsi que les activités liées à la réhabilitation des anciens sites industriels et miniers en France et en Allemagne.

Indicateurs de performance

Les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs.

Les indicateurs de performance financière de référence sont le Résultat opérationnel courant (ROC) et l'**EBITDA** (Résultat opérationnel courant (ROC) avant dotations et reprises aux amortissements, provisions et pertes de valeur).

Pour évaluer la performance de son secteur opérationnel « **Plomb** », le Groupe utilise dans son reporting interne la méthode « **LIFO** » (« **dernier entré – premier sorti** ») comme méthode d'évaluation des stocks pour sa principale fonderie en Allemagne (usine de Nordenham). Le groupe Recylex dispose dans cette usine d'un stock de plomb, sous forme de matières premières, de produits intermédiaires et de produits finis. Ce stock est indispensable au bon fonctionnement de l'usine; il est relativement stable en volume et se renouvelle constamment.

Le fait de mesurer le stock précité de l'usine de Nordenham selon la méthode du prix moyen pondéré (PMP)⁷ introduit une composante économique qui – due à la forte volatilité des cours du plomb – peut rendre difficile l'appréciation de la performance de l'usine et, par voie de conséquence, du segment « **Plomb** » du Groupe.

Pour cette raison, le groupe Recylex analyse dans son reporting interne la performance de son segment « **Plomb** » en utilisant la méthode LIFO pour l'évaluation des stocks de sa fonderie à Nordenham tout en rapprochant ces données avec les comptes établis conformément aux normes IFRS (utilisation de la méthode du prix moyen pondéré (PMP)).

Par ailleurs, pour évaluer la performance du segment Zinc, le Groupe communique également des données financières retraitées incluant la part de Recytech SA (détenue à 50%) en intégration proportionnelle, bien que cette méthode ne soit pas admise par les normes IFRS. Les informations sectorielles bilancielleres sont présentées en tenant compte des changements prévus par IFRS 10 et 11.

Les tableaux suivants présentent, d'une part, pour chaque secteur opérationnel du Groupe, les produits des activités ordinaires, le **résultat opérationnel courant** et l'**EBITDA** retraités de l'impact d'IFRS 10,11 tout en appliquant la méthode LIFO de valorisation des stocks et, d'autre part, le **résultat opérationnel courant et l'EBITDA** selon le référentiel IFRS (Résultat opérationnel courant (ROC)).

⁷ La norme IAS 2 impose la valorisation du stock selon la méthode du prix moyen pondéré (PMP).

Chacune des colonnes du tableau ci-après reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante. La colonne « Eliminations » regroupe les éliminations des opérations internes au Groupe permettant de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du Groupe.

Toutes les relations commerciales inter-activités sont établies sur une base de marché, à des termes et conditions identiques à ceux qui prévalent pour des fournitures de biens et services à des clients extérieurs au Groupe.

Période close le 30 juin 2017 :

	<i>Plomb</i>	<i>Zinc</i>	<i>Métaux Spéciaux</i>	<i>Plastique</i>	<i>Autres activités</i>	<i>Elimina- tions</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Ventes à des clients externes.....	151 409	52 434	7 225	7 224	11		218 301
Ventes inter-secteurs.....	2 446	413	54	1 154		(4 067)	
Produits des activités ordinaires (IFRS)	153 854	52 847	7 279	8 378	11	(4 067)	218 301
Retraitement de l'application IFRS 10,11		11 668					11 668
Produits des activités ordinaires retraités IFRS 10,11	153 854	64 515	7 279	8 378	11	(4 067)	229 969
EBITDA (IFRS)	6 695	8 335	(1 314)	266	(4 345)		9 637
Retraitement de l'application d'IFRS 10,11		6 862					6 862
Retraitement PMP-> LIFO.....	952						952
EBITDA retraité LIFO et IFRS 10,11	7 647	15 197	(1 314)	266	(4 345)		17 451
Amortissements, provisions, pertes de valeur (LIFO)	(2 896)	(809)	219	(265)	379		(3 372)
Retraitement de l'application d'IFRS 10,11		(414)					(414)
Résultat opérationnel courant (ROC) retraité (LIFO et IFRS 10,11)	4 751	13 974	(1 095)	1	(3 966)		13 665
Retraitement LIFO -> PMP.....	(952)						(952)
Retraitement de l'application d'IFRS 10,11		(6 448)					(6 448)
Résultat opérationnel courant (ROC) (IFRS)	3 798	7 526	(1 095)	1	(3 966)		6 264
Autres produits/charges opérationnels.							1 397
Résultat financier.....							(4 980)
Produit/(Charge) d'impôt sur le résultat.....							(41)
Quote-part dans le résultat des sociétés mise en équivalence.....							4 106
Résultat net de l'exercice (IFRS)							6 745

	Plomb	Zinc	Métaux Spéciaux	Plastique	Autres activités	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Immobilisations incorporelles	73	1	645		1	720
Immobilisations corporelles	45 244	11 131	700	2 653	2 629	62 358
Stocks ⁸	30 514	7 069	6 473	2 180		46 236
Clients.....	22 876	5 991	1 075	2 723	13	32 678
Total actifs sectoriels	98 708	24 192	8 893	7 556	2 643	141 992
Provision et retraites	20 715	3 145	3 812	188	36 403	64 263
Fournisseurs et comptes rattachés	21 522	5 674	922	951	2 133	31 203
Autres passifs courant	4 534	2 276	723	469	11 122	19 123
Total Passifs sectoriels	46 771	11 095	5 457	1 608	49 658	114 589
Investissements corporelles	19 531	1 473	50	120	3	21 177
Investissements incorporelles	42	1				43
Investissements	19 573	1 474	50	120	3	21 221
Immobilisations corporelles	(1 996)	(939)	(103)	(251)	(55)	(3 344)
Immobilisations incorporelles	(20)	(1)	(22)			(43)
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie	(409)	146	299	(55)	632	614
Dotation aux amortissements et provisions	(2 425)	(794)	174	(306)	577	(2 773)

⁸ Les stocks dans le secteur « Plomb » évalués selon la méthode LIFO s'élèvent à 29 869 milliers d'euros au 30 juin 2017

Période close le 30 juin 2016 :

	<i>Plomb</i>	<i>Zinc</i>	<i>Métaux Spéciaux</i>	<i>Plastique</i>	<i>Autres activités</i>	<i>Elimina- tions</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Ventes à des clients externes.....	119 152	32 316	7 991	8 342	26	-	167 827
Ventes inter-secteurs.....	2 058	234	50	872	-	(3 214)	-
Produits des activités ordinaires (IFRS)	121 210	32 550	8 041	9 214	26	(3 214)	167 827
Retraitement de l'application IFRS 10,11		7 592					7 592
Produits des activités ordinaires retraités IFRS 10,11	121 210	40 143	8 041	9 214	29	(3 214)	175 419
EBITDA (IFRS)	(1 506)	2 816	190	389	(2 010)		(121)
Retraitement de l'application d'IFRS 10,11		3 546					3 546
Retraitement PMP-> LIFO.....	232						232
EBITDA retraité LIFO et IFRS 10,11	(1 274)	6 362	190	389	(2 010)		3 658
Amortissements, provisions, pertes de valeur (LIFO)	(2 647)	(339)	5	(177)	15		(3 143)
Retraitement de l'application d'IFRS 10,11		(423)					(423)
Résultat opérationnel courant (ROC) retraité (LIFO et IFRS 10,11)	(3 921)	5 600	195	212	(1 995)		92
Retraitement LIFO -> PMP.....	(191)						(191)
Retraitement de l'application d'IFRS 10,11		(3 124)					(3 124)
Résultat opérationnel courant (ROC) (IFRS)	(4 112)	2 477	195	212	(1 995)		(3 223)
Autres produits/charges opérationnels.							(1 279)
Résultat financier.....							(1 714)
Produit/(Charge) d'impôt sur le résultat.....							(13)
Quote-part dans le résultat des sociétés mise en équivalence.....							1 976
Résultat net de l'exercice (IFRS)							(4 253)

	Plomb	Zinc	Métaux Spéciaux	Plastique	Autres activités	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Immobilisations incorporelles	52	2	689			743
Immobilisations corporelles	22 230	11 000	1 969	2 935	2 728	40 862
Stocks ⁹	13 848	8 904	10 359	2 033		35 144
Clients.....	13 637	4 545	1 866	2 592	17	22 657
Total actifs sectoriels	49 767	24 451	14 883	7 560	2 745	99 406
Provision et retraites	23 450	4 552	3 890	133	48 530	80 555
Fournisseurs et comptes rattachés	23 582	3 377	1 087	1 176	1 342	30 564
Autres passifs courant	4 300	1 969	904	544	2 399	10 116
Total Passifs sectoriels	51 332	9 898	5 881	1 853	52 271	121 235
Investissements corporelles	1 153	1 000	198	60	10	2 421
Investissements incorporelles	1					1
Investissements	1 154	1 000	198	60	10	2 422
Immobilisations corporelles	(2 603)	(790)	(41)	(184)	(57)	(3 675)
Immobilisations incorporelles	(21)	(1)	(22)	(1)		(45)
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie	107	460	81	(16)	370	1 002
Dotation aux amortissements et provisions	(2 517)	(331)	18	(201)	313	(2 718)

⁹ Les stocks dans le secteur « Plomb » évalués selon la méthode LIFO s'élèvent à 13 951 milliers d'euros au 30 juin 2016

Zones géographiques

Les postes ci-dessous sont ventilés : pour le chiffre d'affaires, par zone de commercialisation à la clientèle et pour les investissements et les actifs, par pays d'implantation des sociétés consolidées.

Conformément à la norme IFRS 8, les actifs non courants à présenter par zone géographique sont les actifs non courants autres que les instruments financiers, les actifs d'impôts différés et les excédents versés sur engagements de retraite.

Période close le 30 juin 2017

	<i>Europe de l'Ouest</i>	<i>Autres pays d'Europe</i>	<i>Amérique</i>	<i>Reste du monde</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Produits des activités ordinaires	189 552	25 345	773	2 631	218 301
		<i>France</i>	<i>Allemagne</i>		<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Investissements corporels.....		283	20 938		21 221
Investissements incorporels.....					
Investissements		283	20 938		21 221

Période close le 30 juin 2016

	<i>Europe de l'Ouest</i>	<i>Autres pays d'Europe</i>	<i>Amérique</i>	<i>Reste du monde</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Produits des activités ordinaires	139 394	25 105	514	2 814	167 827
		<i>France</i>	<i>Allemagne</i>		<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Investissements corporels.....		226	2 196		2 422
Investissements incorporels.....					
Investissements		226	2 196		2 422

Structure du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires dans le segment « Plomb » est réalisé avec un nombre limité de clients. Ainsi, au 1^{er} semestre 2017, le Groupe a réalisé 73% du chiffre d'affaires du segment plomb avec 4 clients, contre 67% au premier semestre 2016.

Le chiffre d'affaires dans les autres secteurs opérationnels, notamment le segment « Zinc », où la clientèle est atomisée, est réalisé avec un grand nombre de clients.

Le Groupe a réalisé 66% de son chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2017 avec ses 10 plus gros clients.

NOTE 5 : INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Note 5.1. Charges externes

Les charges externes se décomposent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Sous-traitance générale ⁽¹⁾	(6 757)	(5 291)
Entretien et réparations ⁽¹⁾	(5 011)	(3 036)
Primes d'assurance.....	(873)	(756)
Transports de biens et transports collectifs.....	(5 717)	(5 843)
Crédit-bail, locations et charges locatives.....	(859)	(1 065)
Honoraires et charges de personnel extérieur à l'entreprise ⁽²⁾	(2 616)	(1 229)
Déplacements, missions et réceptions	(277)	(198)
Autres charges externes.....	(957)	(1 344)
Total charges externes	(23 067)	(18 762)

(1) La hausse des charges d'entretien et réparations et de sous-traitance générale est principalement liée à l'arrêt programmé pour maintenance du four Waelz de Harz-Metall GmbH et à l'arrêt programmé initialement au second semestre 2017 mais anticipé de la fonderie de plomb de Nordenham (Weser-Metall GmbH).

(2) La hausse des honoraires et charges de personnel extérieur est liée aux traitements des litiges prudhommaux et aux négociations de l'accord global avec la Commission européenne et les partenaires financiers du Groupe.

Note 5.2. Amortissements et pertes de valeur

Les amortissements et les pertes de valeurs au titre des périodes closes les 30 juin 2017 et 2016 se répartissent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Amortissements des immobilisations corporelles.....	(3 344)	(3 675)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(43)	(45)
Provisions et pertes de valeur ⁽¹⁾	16	618
Total amortissements et pertes de valeur	(3 371)	(3 102)

(1) : Il s'agissait en 2016 d'une reprise de provision sur stocks de Zinc pour 618 milliers d'euros liée à la hausse des cours.

Note 5.3. Autres produits et charges opérationnels

Ils incluent les produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Produit de cession d'actifs.....	-	(88)
Provision environnementale.....	-	(88)
Dotation/Reprise de provision litige prud'hommes	(110)	-
Produit net de cession de la vente des terrains FMM SA ⁽²⁾	1 250	-
Reprise de provision liée à la fermeture de la fonderie de FMM SA ⁽²⁾	310	-
Frais engagés dans la recherche de financement ⁽¹⁾	-	(1 110)
Restructuration interne	-	11
Dotation aux provisions pour dépréciation des garanties financières Recylex SA ..	(70)	-
Autres charges et produits.....	17	(92)
Total autres produits et charges opérationnels non courants.....	1 397	(1 279)

(1) Il s'agissait des frais engagés de façon exceptionnelle pour 1,1 million d'euros dans le cadre de la mise en place des financements des besoins en fonds de roulement des entités allemandes et des investissements stratégiques pour pérenniser l'activité industrielle des entités allemandes.

(2) Il s'agit de la vente du site industriel belge de FMM SA pour 1,2 million d'euros et de la reprise de la provision pour dépréciation du compte courant de FMM SA dans les comptes de Recylex SA pour 0.3 million d'euros.

Note 5.4. Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie.....	11	10
Intérêts sur emprunts bancaires et non bancaires, découverts bancaires	(2 674)	(1 851)
Coût de l'endettement financier net.....	(2 663)	(1 841)

La hausse des intérêts est due à l'utilisation des lignes de crédit en Allemagne et aux tirages sur les prêts liés à la construction du nouveau four de réduction de Nordenham.

Note 5.5. Autres produits et charges financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Revenus des autres créances et VMP.....	-	-
Pertes et gains nets de change	262	255
Effet de l'actualisation des provisions et des dettes	442	(193)
Coûts d'affacturage.....	(628)	(476)
Autres produits et charges financiers.....	(2 393)	540
Autres produits et charges financiers	(2 317)	126

Le produit financier concernant l'actualisation des provisions et des dettes est dû principalement au rééchelonnement de la dette envers Glencore International AG (Note 6.11).

Les autres produits et charges financiers correspondent principalement à la perte latente des instruments financiers non qualifiés d'instruments de couverture au 30 juin 2017 tel que définis par IAS 39 (Note 6.12).

Note 5.6. Charge d'impôt

La charge d'impôt pour les périodes closes les 30 juin 2017 et 30 juin 2016 est principalement composée de :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Charge d'impôt exigible.....	-	4
Produit / (Charge) d'impôt exigible.....	-	4
Afférents à la naissance et au renversement des différences temporelles	(41)	(17)
Afférents aux déficits fiscaux reportables	(41)	(17)
Produit / (Charge) d'impôt différé.....	(41)	(17)
Produit / (Charge) d'impôt consolidé	(41)	(13)

Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

	30 juin 2017	30 juin 2016
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Résultat net avant impôt	2 683	(6 216)
Taux d'imposition du groupe	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	(894)	2 072
Augmentation et réduction de la charge d'impôt résultant de :		
- Consommation et non activation des déficits fiscaux de la période	(1 801)	(2 073)
- Différence de taux	(117)	(161)
- Limitation des impôts différés	2 898	223
- Autres différences permanentes.....	(127)	(74)
Charge réelle d'impôt	(41)	(13)

Actifs et passifs d'impôts différés

	30 juin 2017	31 déc. 2016
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<i>Impôts différés actifs</i>		
Provisions fiscalement réintégrées	-	-
Provision complémentaire pour avantages aux personnels	6 346	6 745
Provision complémentaire pour dépréciation des immobilisations	-	-
Actualisation des provisions et des dettes.....	612	624
Instruments de couverture.....	-	-
Autres différences temporelles	446	462
Pertes reportables sur des bénéficiaires fiscaux futurs.....	4 675	5 775
Compensation des actifs et passifs d'impôts différés sur une même entité fiscale.....	(2 031)	(3 159)
Total	10 048	10 446
<i>Impôts différés passifs</i>		
Retraitement des durées d'amortissements des immobilisations.....	(1 559)	(1 674)
Changement de méthode de valorisation des stocks des structures allemandes.....	(102)	(427)
Actualisation des provisions et des dettes.....	-	-
Instruments de couverture.....	-	(688)
Autres différences temporelles	(370)	(370)
Compensation des actifs et passifs d'impôts différés sur une même entité fiscale.....	2 031	3 159
Total	-	-
Position nette d'impôts différés	10 048	10 446

La variation de la position nette d'impôts différés est principalement due à la baisse des impôts différés relatifs à la provision retraite suite au changement du taux d'actualisation, aux instruments de couvertures et à l'activation des déficits fiscaux.

Note 5.7. Résultat par action

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action pour l'ensemble des activités.

Résultat par action pour l'ensemble des activités

	30 juin 2017	30 juin 2016
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère.....	6 745	(4 253)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	24 265 708	24 087 043
Résultat net en euros par action	0,28	(0,18)

	30 juin 2017	30 juin 2016
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère.....	6 745	(4 253)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	24 183 516	24 087 043
Effet de la dilution :		
Options de souscription d'actions (à effet dilutif).....	444 327	455 765
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté pour le résultat dilué par action	24 710 035	24 542 808
Résultat net dilué en euros par action	0,27	(0,17)

NOTE 6 : INFORMATIONS SUR LA SITUATION FINANCIÈRE

Note 6.1. Immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill

a) Immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill au 30 juin 2017 et 31 décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeurs brutes	Amortissements	Pertes de valeur	Valeurs nettes 30/06/2017	Valeurs nettes 31/12/2016
Immobilisations incorporelles					
Goodwill.....	-	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, etc.	8 384	(7 664)	-	720	714
Total immobilisations incorporelles.....	8 384	(7 664)	-	720	714
Immobilisations corporelles					
Terrains	5 036	(435)	(311)	4 290	4 289
Constructions	110 868	(95 199)	(2 230)	13 439	14 155
Installations matériel et outillage	211 977	(179 358)	(17 593)	15 026	16 414
Immobilisations en cours	28 049	(533)	(65)	27 451	7 516
Autres	24 077	(21 244)	(681)	2 152	2 162
Total immobilisations corporelles.....	380 007	(296 769)	(20 880)	62 358	44 536
Total immobilisations incorporelles et corporelles.....	388 391	(304 433)	(20 880)	63 078	45 250

b) Variation des immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill entre le 1^{er} janvier 2017 et le 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeurs nettes
Au 31 décembre 2016 valeur nette comptable après amortissement et perte de valeur retraité.....	45 250
Investissements	21 221
Amortissements de l'exercice	(3 387)
Cessions	(10)
Autres	4
Au 30 juin 2017 valeur nette comptable après amortissement et perte de valeur	63 078

L'augmentation des immobilisations corporelles est principalement liée à la construction du nouveau four de réduction de Nordenham, qui apparaît en immobilisations en cours.

Note 6.2. Tests de dépréciation

Au 30 juin 2017, en l'absence d'indice de perte de valeur complémentaire par rapport au 31 décembre 2016, il n'a pas été effectué de tests de dépréciation. Les tests de dépréciation sont effectués sur une base annuelle au 31 décembre de chaque exercice.

Au 31 décembre 2016, le montant des pertes de valeurs relatives à des actifs corporels industriels du Groupe s'élevait à 20,9 millions d'euros. Elles concernent l'UGT Weser-Metall GmbH pour 7,3 millions d'euros, l'UGT PPM Pure Metals GmbH pour 5,9 millions d'euros, l'UGT C2P GmbH pour 2,6 millions d'euros, l'UGT FMM SA pour 1,3 million d'euros et l'UGT Norzinco GmbH pour 3,8 millions d'euros.

Note 6.3. Autres actifs financiers à long terme

Les autres actifs financiers à long terme de 2 445 milliers d'euros correspondent principalement aux fonds initialement reçus par la société Harz-Metall GmbH à hauteur de 5 millions d'euros suite à l'accord transactionnel conclu avec TUI AG en 2009. Ces fonds sont dédiés à la réhabilitation future de certains sites du Groupe en Allemagne dont les coûts font objet d'une provision pour charges.

Note 6.4. Stocks

Les stocks détenus par le Groupe s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016
Matières premières	27 950	17 514
Encours de biens	14 877	13 321
Produits intermédiaires et finis.....	5 558	7 296
Sous-total	48 385	38 131
Provision pour perte de valeur.....	(2 149)	(2 098)
Valeur nette des stocks et encours.....	46 236	36 033

L'augmentation des stocks est essentiellement liée à la hausse des stocks de matières premières, suite au grand arrêt de maintenance de la fonderie de Nordenham au premier semestre 2017.

Note 6.5. Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés du Groupe s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016
Créances clients et comptes rattachés.....	36 127	28 508
Provision pour dépréciation	(3 449)	(3 449)
Valeur nette des créances clients et comptes rattachés	32 678	25 059

Les créances clients ne portent pas intérêt et sont en général payables de 0 à 60 jours.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des créances clients correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur. Au 30 juin 2017, seules les créances mobilisées et non échues à la clôture de l'exercice correspondant à des contrats de factoring sans transfert de risque ont été maintenues en compte « clients » conformément à la norme IAS 39. Le montant dé-comptabilisé correspondant à des créances cédées dans le cadre de contrats avec transfert de risque est de 24 248 milliers d'euros contre 25 819 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

Note 6.6. Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016
Avances, acomptes sur commande en cours	989	1 314
Créances sociales	266	37
Créances fiscales	2 673	3 904
Créances liées aux levées de stock-options en juin 2017	564	-
Débiteurs divers	3 926	2 701
Charges constatées d'avance	423	225
Total des autres actifs courants	8 841	8 181

Note 6.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe comprennent :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016
Comptes bancaires et caisses.....	6 186	6 161
Autres valeurs mobilières de placement.....	265	11
Trésorerie active brute au bilan.....	6 451	6 172
Concours bancaires courants	15 000	13 205
Total trésorerie nette au tableau des flux de trésorerie	(8 549)	(7 032)

Les concours bancaires courants concernent essentiellement Recylex GmbH qui a utilisé ses lignes de crédit pour le financement des activités allemandes.

Les autres valeurs mobilières de placement sont composées de parts de SICAV monétaires.

Les évolutions de la trésorerie nette sont décrites en note 1.F. Au 30 juin 2017, le Groupe a utilisé la totalité des lignes de crédit disponibles, soit 15 millions d'euros. Au 31 décembre 2016, les lignes de crédit non utilisées s'élevaient à 1 526 milliers d'euros.

Note 6.8. Capitaux propres

Capital social et primes d'émission

Au 30 juin 2017, le capital social est composé de 25 188 982 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 1,32 euro, 1 078 000 actions nouvelles ayant été émises au cours du premier semestre 2017, d'une part, dans le cadre de l'Equity line mis en place avec Kepler Cheuvreux et d'autre part, dans le cadre de l'exercice d'options de souscription d'actions attribuées le 26 septembre 2008.

Au 30 juin 2017, la Société détient 23 939 actions propres, comme au 31 décembre 2016. Leur prix de revient moyen ressort à 6,81 euros. Les actions propres sont comptabilisées en déduction des capitaux propres.

Actions ordinaire émises et entièrement libérées	Nombre d'actions	Capital social (en milliers d'euros)	Primes d'émission (en milliers d'euros)
Au 1^{er} janvier 2017	24 110 982	31 826	869
Emission de nouvelles actions (Equity Line).....	975 000	1 287	3 176
Emission de nouvelles actions (stock-options exercées).....	103 000	137	451
Au 30 juin 2017.....	25 188 982	33 250	4 496

Options de souscription d'actions et actions gratuites

Options de souscription

Le Conseil d'administration de Recylex SA du 26 septembre 2008 a attribué des options de souscription d'actions à certains membres du Groupe, conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale du 28 juillet 2006. Les options attribuées sont dénouables en actions (dénouement en instruments de capitaux propres au sens de la norme IFRS 2).

Les principales caractéristiques du plan d'options en vigueur au cours du premier semestre 2017 et susceptible de donner lieu à la création d'actions par suite de levées d'options sont les suivantes :

Date d'attribution par le Conseil d'administration	26/09/08
Nombre d'options attribuées	540 000
Prix de souscription	5,70 €
Acquisition des droits.....	4/5 ans*
Durée de vie des options	10 ans

* 50% des options octroyées ont été acquises à l'expiration d'une période d'acquisition de 4 ans à compter de la date du Conseil d'administration ayant octroyé ces options, soit le 26 septembre 2012, et 50% des options octroyées ont été acquises à l'expiration d'une période d'acquisition de 5 ans à compter de la date du Conseil d'administration ayant octroyé ces options, soit le 26 septembre 2013.

Les variations du nombre d'options en circulation au cours du premier semestre 2017 se décomposent comme suit :

Date d'attribution	Nombre d'options en circulation au 31/12/16	Nombre d'options réintégrées sur la période	Nombre d'options exercées sur la période	Nombre d'options caduques sur la période	Nombre d'options en circulation au 30/06/17	Prix d'exercice en €	Echéance du plan
26/09/08	445 000	-	103 000	25 000	317 000	5,70	26/09/2018
Total	445 000	-	103 000	25 000	317 000	5,70	

Le délai d'exercice des options de souscription d'actions octroyées est fixé à 10 ans à compter de la date de leur octroi par le conseil d'administration.

Actions gratuites

L'Assemblée générale du 22 mai 2015 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à l'attribution gratuite d'actions au profit des salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées.

Au cours du premier semestre 2017, la Société n'a pas mis en place de plan d'attribution gratuite d'actions dans le cadre de cette autorisation.

Note 6.9. Emprunts portant intérêts

Détail des emprunts

<i>Emprunts et dettes financières courants</i> (en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Part des emprunts à moins d'un an ⁽¹⁾	18 363	14 543
Dettes de crédit-bail	273	273
Total	18 636	14 816

⁽¹⁾ Les emprunts à moins d'un an comprennent principalement la ligne de crédit de 15 millions d'euros, utilisée au maximum au 30 juin 2017.

<i>Emprunts et dettes financières non courants</i> (en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Part des emprunts à plus d'un an ⁽²⁾	28 626	9 483
Dettes de crédit-bail	118	252
Total	28 744	9 735

⁽²⁾ Au 30 juin 2017, le Groupe a exercé des tirages à hauteur de 21,7 millions d'euros sur les nouveaux emprunts mis en place en décembre 2016 pour financer les investissements des filiales allemandes, dont 19,7 millions sont à rembourser à échéance de plus d'un an. La part des emprunts à plus d'un an comprend également le tirage de 8,5 M€ utilisé sur le prêt de 16 millions d'euros de Glencore International AG dont l'échéance de remboursement a été reportée à 2024.

Echéanciers de remboursement des emprunts et dettes financières non courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017			31 décembre
	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total	2016
Emprunts bancaires	20 103	8 523	28 626	9 483
Dettes de crédit-bail	118	-	118	252
Emprunts portant intérêts	20 221	8 523	28 744	9 735

Note 6.10. Provisions

Les provisions courantes et non-courantes s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Provisions environnementales	Litiges ⁽¹⁾	Restructurations	Autres ⁽²⁾	Total
Solde au 31/12/2016	24 049	12 480	539	27 129	64 197
Reprise () / Dotations de l'exercice	(42)	110			68
Reprise sur actualisation ()	(39)		-	-	(39)
Reprise provision utilisée () ⁽¹⁾ et ⁽²⁾	(542)	(7 760)	(121)	(26 750)	(35 173)
Reprise provision non utilisée ()	(501)	-	(277)	(9)	(787)
Reclassements	-	-	-	14	14
Solde au 30/06/2017	22 925	4 830	141	384	28 280
Dont courant	6 177	560	-	115	6 852
Dont non courant	16 748	4 270	141	269	21 428

⁽¹⁾ Les décisions rendues le 31 janvier 2017 par la Cour d'appel de Douai octroyant à 187 anciens salariés de Metaleurop Nord des indemnités pour perte d'une chance de conserver un emploi étant exécutoires, ces indemnités ont été reclassées en autres passifs courants au 30 juin 2017 (voir Note 6.11).

⁽²⁾ Dans le cadre de l'accord d'étalement du paiement de l'amende de la Commission européenne, ce risque est dorénavant présenté dans les autres passifs courants et non courants (voir Note 6.11).

Conformément à l'IAS 37, ces provisions ont été actualisées.

L'utilisation des provisions environnementales concerne principalement la réhabilitation des anciennes mines en France. L'effet d'actualisation de (39) milliers d'euros concernant les provisions environnementales provient essentiellement de l'effet du changement d'hypothèse du taux d'actualisation.

Les provisions pour avantages au personnel ne sont pas recalculées pour la situation intermédiaire mais comptabilisées pour la période sur la base des projections faites par les actuaires au 31 décembre 2016. Le Groupe a réévalué sa dette actuarielle afin de tenir compte de la hausse des taux d'actualisation au 30 juin 2017. Les taux d'actualisation pour évaluer la dette au 30 juin 2017 s'élèvent à 1,75% (France et Allemagne) comparé à un taux de 1,55% retenu au 31 décembre 2016. La dette actuarielle a donc été diminuée de 1,2 million d'euros.

La charge comptabilisée sur la période au titre du coût des services rendus et du coût d'intérêt s'élève à 0,5 million d'euros.

Note 6.11. Autres passifs courants et non-courants

Autres passifs courants

Les autres passifs courants se décomposent de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016
Passifs rééchelonnés au titre du plan de continuation	-	-
Passifs fiscaux et sociaux	6 751	5 600
Passifs sur immobilisations	1	21
Autres passifs.....	3 532	3 327
Décisions rendues par la Cour d'Appel de Douai et amende de la Commission européenne	8 748	
Produits constatés d'avance.....	92	6
Juste valeur du risque sous-jacent couvert	-	-
Total.....	19 124	8 954

Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants se décomposent de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016
Passifs rééchelonnés au titre du plan de continuation	4 647	5 050
Autres passifs financiers (clause de retour à meilleure fortune).....	3 649	3 649
Amende de la Commission européenne.....	25 657	-
Total	33 953	8 699

Passif rééchelonné non courant au titre du plan de continuation :

Nature du passif rééchelonné non courant <i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016
Dette envers Glencore International AG	5 050	5 050
Impact de l'actualisation des flux de trésorerie	(403)	-
Passif rééchelonné non courant au titre du plan de continuation après actualisation	4 647	5 050

Les abandons de créances consentis au bénéfice de Recylex SA dans le cadre du plan de continuation du 24 novembre 2005, d'un montant de 19,2 millions d'euros, sont assortis d'une clause de retour à meilleure fortune ayant pris effet depuis le 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2016, le Groupe a procédé à une nouvelle évaluation complète de la clause de retour à meilleure qui s'élevait à 3,6 millions d'euros. Cette valeur n'a pas été réactualisée au 30 juin 2017.

Note 6.12. Autres instruments financiers

Au 30 juin 2017, le Groupe ne dispose pas d'instruments dérivés entrant dans une relation de couverture de juste valeur ou de couverture de flux de trésorerie.

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés afin de couvrir le risque transactionnel concernant la variation du prix du métal entre le moment où le prix de la matière première achetée est déterminé (période de cotation à l'entrée) et le moment où le prix de vente du produit fini est déterminé (période de cotation à la sortie).

Les normes IFRS ne permettant pas de qualifier ces instruments financiers comme instruments de couverture, ces instruments ont été classés dans la catégorie « Instruments financiers détenus à des fins de trading ».

Juste Valeur <i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017			31/12/2016
	<i>Courant</i>	<i>Non courant</i>	<i>Total</i>	<i>Total</i>
Autres instruments financiers (Actif - Passif).....	-	-	-	3 250
Actif.....				
Instruments dérivés (couverture de juste valeur)....	-	-	-	-
Juste valeur du risque sous-jacent couvert	-	-	-	-
Instruments dérivés (autres)	-	-	-	3 250
Passif				
Instruments dérivés (couverture de juste valeur) ...	-	-	-	-
Juste valeur du risque sous-jacent couvert.	-	-	-	-
Instruments dérivés (autres)	-	-	-	-

La maturité de ces instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur par résultat est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur de marché des dérivés par date de maturité	Nominal
Exercice 2017 (couverture risques transactionnels) - Achat de Futurs	-	-
Total	-	-

NOTE 7: OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements sur contrats de location simple

Le Groupe a conclu des contrats de location sur certains véhicules à moteur, machines et locaux. Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	<i>A moins d'un an</i>	<i>A plus d'un an et moins de cinq ans</i>	<i>A plus de cinq ans</i>
Paielements au titre des contrats de location simple	1 722	828	894	-

Engagements sur contrats de location financement

Le Groupe a des contrats de location financement qui sont traités conformément à IAS 17.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	<i>A moins d'un an</i>	<i>A plus d'un an et moins de cinq ans</i>	<i>A plus de cinq ans</i>
Paielements au titre des contrats de location-financement	391	273	118	-

Engagements donnés et reçus

- a) Dans le cadre du prêt consenti le 29 décembre 2016 aux filiales allemandes du Groupe à hauteur de 67 millions d'euros (ci-après le « Prêt » - voir Note 1 des comptes consolidés au 31 décembre 2016) :
- En vue de garantir la bonne exécution des obligations prévues par le Prêt, les titres des sociétés Recylex GmbH, Harz-Metall GmbH et Weser-Metall GmbH ont été transférés à deux structures fiduciaires (Trustee) ad hoc dans le cadre d'un contrat de fiducie-sûreté de droit allemand (Trust), étant précisé que la propriété économique des titres de ces entités reste détenue par les entités du groupe Recylex, qui continuent à exercer et bénéficier de leurs droits d'actionnaires tant que les emprunteurs ne sont pas en défaut au titre de leurs obligations. Il est précisé que, d'un point de vue comptable, le dispositif n'est pas déconsolidant dans la mesure où, compte tenu des droits conservés par les constituants, ceux-ci conservent le contrôle, au sens de la réglementation comptable, des actifs transférés, tant que les emprunteurs ne sont pas en défaut au titre de leurs obligations résultant du contrat de Prêt.
 - Le nantissement des titres de Recylex GmbH au profit des anciennes banques de Recylex SA avait été transféré à Glencore International AG suite au rachat par ce dernier des créances bancaires intervenu le 4 août 2005, en vue de garantir le remboursement des créances admises dans le plan de continuation de Recylex SA dues au titre de la clause de retour à meilleure fortune prévue par celui-ci. Toutefois, dans le cadre de la mise en place de la fiducie-sûreté précitée visant à garantir le respect des obligations du Prêt, ce nantissement a été suspendu pendant toute la durée dudit Prêt.

- Recylex SA avait nanti en premier rang ses titres détenus dans Recytech SA au profit de Glencore International AG en vue de garantir le remboursement de la facilité de prêt lui ayant été octroyée le 1er octobre 2014 à hauteur de 16 millions d'euros (voir note 13). Compte tenu de la suspension précitée du nantissement des titres de Recylex GmbH, requise dans le cadre de la mise en place de la fiducie-sûreté, le 19 décembre 2016, Recylex SA a nanti en second rang ses titres détenus dans Recytech SA au profit de Glencore International AG en vue de garantir notamment les obligations de Recylex SA au titre de la clause de retour à meilleure fortune précitée.
 - Conformément aux conditions requises pour l'obtention du Prêt, Recylex SA a conclu :
 - une convention par laquelle elle s'est engagée, pendant une durée expirant un an après le remboursement complet des sommes dues au titre du Prêt, à indemniser ses filiales allemandes de toutes obligations de paiement dirigées à leur encontre découlant de la procédure devant la Commission européenne concernant le secteur des achats de batteries usagées au plomb (voir Note 1 des comptes consolidés au 31 décembre 2016);
 - un contrat de prêt en vertu duquel Recylex SA prête à Weser-Metall GmbH, pendant toute la durée du Prêt, un montant de 10,7 millions d'euros; et
 - une convention de subordination de créance avec Weser-Metall GmbH et l'agent désigné par les banques allemandes dans le cadre du Prêt, subordonnant le remboursement du prêt précité consenti par Recylex SA à Weser-Metall GmbH à hauteur de 10,7 millions d'euros, au remboursement préalable de toutes sommes dues en vertu du Prêt.
 - Les sociétés Recylex GmbH, Harz-Metall GmbH, Weser-Metall GmbH, PPM Pure Metals GmbH, Norzinco GmbH, Recylex Grundstücksverwaltungs GmbH et C2P GmbH ont conclu des contrats de garantie pour garantir le remboursement du Prêt consenti aux sociétés Recylex GmbH, Harz-Metall GmbH, Weser-Metall GmbH, PPM Pure Metals GmbH et Norzinco GmbH.
 - Les sociétés Harz-Metall GmbH, Weser-Metall GmbH, PPM Pure Metals GmbH, Norzinco GmbH et C2P-Germany GmbH ont donné la totalité de leurs stocks et de leurs immobilisations corporelles en garantie de la bonne exécution des obligations des filiales allemandes au titre du Prêt.
 - Les sociétés Recylex GmbH, Harz-Metall GmbH, Weser-Metall GmbH, Norzinco GmbH, C2P-Germany GmbH, PPM Pure Metals GmbH et Recylex Grundstücksverwaltungs GmbH ont donné en garantie leurs créances clients non cédées dans le cadre de contrats de factoring, ainsi que leurs immobilisations corporelles en garantie de la bonne exécution du contrat de Prêt.
 - Conformément aux conditions requises pour l'obtention du Prêt, le 19 octobre 2016, Glencore International AG a octroyé des engagements au profit des filiales allemandes du Groupe, notamment en vue de couvrir un éventuel dépassement du budget du nouveau four de réduction de Weser-Metall GmbH (dans la limite de 10 millions d'euros) et les éventuels besoins spécifiques de liquidités de ces filiales allemandes (dans la limite maximale de 25 millions d'euros).
- b) Autres engagement donnés :
- La société Recylex SA a donné une hypothèque en faveur de l'Agence de l'Eau concernant le terrain de l'Estaque et visant à garantir le remboursement d'une créance de 2,3 millions d'euros entièrement remboursée au 31 décembre 2015.
 - Dans le cadre de l'obligation pour Recytech SA de constituer une garantie financière visant à couvrir la mise en sécurité de son installation et le traitement des déchets présents sur son site en cas de cessation d'activité, la société Recylex SA s'est engagée à reprendre, en cas de cessation d'activités de Recytech SA, la totalité des poussières d'aciéries se trouvant sur le site de cette dernière et de prendre à sa charge les coûts de transport et de traitement de ces poussières.

NOTE 8 : LITIGES ET PASSIFS ÉVENTUELS

En ce qui concerne les litiges en cours, voir Note 1 section E et la Note 1 des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2016.

Les passifs éventuels liés à l'environnement sont détaillés dans la Note 38 aux comptes consolidés au 31 décembre 2016.

NOTE 9 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Charges 1^{er}</i>		<i>Produits 1^{er}</i>		<i>Créances</i>		<i>Passifs</i>	
	<i>semestre</i>		<i>semestre</i>		<i>30/06/</i>	<i>31/12/</i>	<i>30/06/</i>	<i>31/12/</i>
	<i>2017</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2016</i>
Glencore International AG	47 323	42 090	24 251	24 006	3 492	2 959	19 555	20 820
Recytech SA		-	-	-		-		-
Echéances								
Moins d'un an.....	-	-	-	-	3 492	2 959	5 982	7 247
De 1 à 5 ans.....	-	-	-	-	-	-	-	-
Plus de 5 ans	-	-	-	-	-	-	13 573	13573

NOTE 10 : ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

A ce jour, il n'y a pas eu d'éléments significatifs postérieurs à la clôture du 30 juin 2017.

Période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Recylex S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration dans le contexte économique décrit dans la note « 2.2. Estimations » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur les comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité concernant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Les Commissaires aux Comptes

Paris La Défense, le 7 septembre 2017

Neuilly-Sur-Seine, le 7 septembre 2017

Alexandra Saastamoinen
Associée

Laurent Odobez
Associé